

# la lettre d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## 1 MILLION D'EMPLOIS-CLIMAT, C'EST POSSIBLE !

Plusieurs syndicats, associations sociales et environnementales (dont Attac France) ont publié le 12 janvier un rapport montrant qu'il est possible de créer un million d'emplois pour le climat d'ici à 2020. Disons-le simplement : il n'y a pas d'emplois sur une planète morte ! Et réciproquement.

C'est en créant massivement des emplois dans la transition écologique et sociale que nous pourrions sauver le climat. Le rapport soumet au débat public une série de constats et de propositions permettant d'apporter une réponse au chômage et d'entrer dans une transition écologique juste socialement.

L'argent nécessaire ne manque pas. Les nombreuses niches fiscales défavorables à cette transition et la perte de recettes due à la fraude et à l'évasion fiscales sont les gisements à exploiter pour financer la transition, en complément de la nécessaire reprise en main du crédit. En revanche, la volonté politique, elle, fait cruellement défaut.

### Les 7 mesures et orientations à engager dès 2017

- 1 Créer 250 000 emplois aidés labellisés « transition écologique ».
- 2 Créer 100 000 emplois « transition écologique » dans les services publics.
- 3 Investir dans les secteurs privés de cette transition (650 000 emplois).
- 4 Préparer la reconversion des salariés employés dans les secteurs fragilisés par la transition écologique.
- 5 Assurer la qualité et la protection sociale des emplois créés.
- 6 Lancer une réflexion sur des changements structurels pour adapter les emplois au nouveau cadre.
- 7 Conditionner le soutien au secteur privé à la création d'emplois de qualité, en particulier dans les secteurs de la transition écologique.

Les organisations signataires s'engagent à mener campagne ensemble sur ce sujet dans les mois à venir, en conjuguant justice sociale, action pour le climat et transition.

Site de la campagne : <http://emplois-climat.fr>

### Ciné-débat

## « ÉVASION FISCALE : LE HOLD-UP DU SIÈCLE »

Un documentaire de Xavier Harel (90 mn, 2013)

**Jeudi 26 janvier à 19 h**  
Centre d'animation Ken Saro-Wiwa

63, rue de Buzenval, Paris 20<sup>e</sup> - Métro Buzenval (ligne 9)

Projection suivie d'un débat animé par Patrick Chaussepied, économiste, membre d'Attac.



Situé sur l'île de Grand Caïman, ce petit immeuble de quatre étages abrite 18 000 sociétés.

De la Suisse aux îles Caïmans et à Panama, en passant par le Luxembourg, l'Irlande et le Liechtenstein, des dizaines de paradis fiscaux permettent aux entreprises multinationales et aux plus fortunés d'échapper à l'impôt. On estime qu'entre 21 000 et 31 000 milliards de dollars sont dissimulés dans les paradis fiscaux autour de la planète. En Europe, l'évasion fiscale tournerait autour de 1 000 milliards d'euros par an, dont 80 milliards en France. Xavier Harel décrypte les mécanismes de ce hold-up, qui prive les États des ressources nécessaires au financement des services publics et de la protection sociale, contribue au gonflement de la dette publique ... et sert de prétexte aux politiques d'austérité.

### À VOS AGENDAS !

Réunion de lancement « Non aux JO à Paris en 2024 » -  
Mercredi 25 janvier 2017 à 19h, au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>.

#### Festival Bobines sociales

Du 19 au 24 février - Séance gratuites « Hors les murs »

Les 25 et 26 février à la Bellevilloise. Consulter le programme sur : [bobines-sociales.org](http://bobines-sociales.org)

### ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Elle est présente dans plus de quarante pays.

#### Site Attac France :

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Pour connaître le comité local le plus proche de chez vous : [local.attac.org](http://local.attac.org)

#### Comité local 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> :

[attacparis19-20@attac.org](mailto:attacparis19-20@attac.org)

ou 1-3 rue Frédérick-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :

<http://attac-paris19-20.org/>

ENTRÉE  
LIBRE

# VERS LA FIN DE L'IMPUNITÉ FISCALE ?

Chaque année, la fraude fiscale prive l'État de 60 à 80 milliards de recettes, soit l'équivalent du déficit budgétaire. Les scandales qui ont défrayé la chronique ces dernières années, du «HSBC gate» aux «Panama Papers», ont mis en évidence le rôle des banques dans l'évasion des grosses fortunes vers les paradis fiscaux. Pourtant, les grandes banques françaises, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, affirment n'avoir aucune activité dans les paradis fiscaux. Et pourquoi pas puisque les Bermudes, les Iles Vierges Britanniques, et même les Iles Cayman ne figurent pas sur la liste des paradis fiscaux officiellement retenue par le gouvernement français ? Autant dire qu'il ferme les yeux sur l'activité délictuelle de nos grands banksters.

**L**e 9 janvier dernier, il était difficile de ne pas entendre parler du procès à Dax de Jon Palais, militant de l'association basque « Bizi ! », accusé d'avoir, avec la complicité de membres d'Attac et des Amis de la Terre, réquisitionné une dizaine de chaises dans une agence de BNP Paribas. Plus de 2 000 personnes se sont rassemblées devant le tribunal avant de déambuler dans les rues de Dax. Rappelons que le mouvement des « faucheurs de chaises » entend, symboliquement, prendre une avance en nature sur les montants soustraits à l'impôt par le biais de l'évasion fiscale. Certaines chaises ont d'ailleurs été remises aux services des impôts. La plupart ont été restituées à l'État le jour de l'ouverture du procès Cahuzac.



la fraude et à l'évasion fiscales. Depuis le 2 novembre 2016, elle est la cible d'une nouvelle campagne des « faucheurs de chaises ». Une mobilisation à laquelle les comités locaux d'Attac ont fortement contribué en participant à plus de soixante des quatre-vingts actions d'occupation des agences BNP Paribas menées partout en France ces deux derniers mois.

Après la COP 21 et le procès Cahuzac, les « faucheurs de chaises » ont ainsi réussi, avec le procès de Dax, à installer un nouvel acteur social dans le paysage français : les citoyen-ne-s contre l'évasion et l'impunité fiscales. La légitimité et la popularité de ce mouvement tiennent à plusieurs causes :

- l'impopularité des banques après la crise de 2008 qu'elles ont déclenchée ;
- la multiplication des scandales et des révélations sur la fraude et l'évasion fiscale des plus riches et des multinationales ;
- le rôle avéré des banques dans la dissimulation des fortunes dans les paradis fiscaux ;
- les politiques d'austérité qui entament les droits sociaux et paralysent la transition écologique ;

- le caractère ludique et non violent des actions menées ;
- la disproportion entre le Goliath bancaire et les David citoyens.

Cibler l'évasion fiscale permet en outre de poser concrètement la question de la redistribution des richesses en attaquant directement l'insatiable besoin d'argent des plus riches.

Le jugement de Dax est un point d'appui pour développer des actions multiformes dans les agences bancaires, et plus largement dans les lieux de pouvoir, d'évasion ou d'exploitation (McDonald's, Apple...). S'il prononce la relaxe, le tribunal de Dax reconnaîtra *de facto* qu'il est légitime et même légal de mener des actions citoyennes non violentes à visage découvert pour faire cesser une situation d'injustice.

## La multiplication des scandales

En 2016, le collectif a décidé de remplacer le fauchage de chaises par l'occupation d'agences bancaires. Lauréate française par sa présence dans les paradis fiscaux, BNP Paribas est la principale (mais pas unique !) cible des « faucheurs de chaises ».

Des personnalités syndicales, associatives, artistiques et politiques ont rappelé les enjeux écologiques, économiques et sociaux de la lutte contre l'évasion fiscale, au niveau national et international. Six candidat(e)s à l'élection présidentielle ont participé à une table ronde sur l'évasion fiscale et se sont engagé(e)s à la combattre. Plusieurs grands media ont fait état de cette vaste mobilisation.

BNP Paribas, première banque française, se serait bien passée de cette mauvaise publicité, qui associait son nom à

## Le scandale des «Panama Papers»

Le fauchage de chaises n'est qu'une des nombreuses formes d'action qui s'offrent aux citoyens : l'installation temporaire dans les agences bancaires de salles de classes, de lits d'hôpitaux, de logements d'urgence, de salles de théâtre... remplit le même office. À savoir mettre concrètement en évidence le lien entre évasion fiscale, injustice sociale et impuissance écologique, renforcer le pouvoir d'agir et stimuler l'imagination pour des alternatives désirables et nécessaires.

C'est pour cela que nous n'allons pas nous arrêter là. Attac prépare déjà de nouvelles actions pour la semaine internationale d'action contre les paradis fiscaux, baptisée #EndTaxHeaven, qui débutera le 3 avril 2017, date anniversaire de la révélation du scandale des «Panama Papers».

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et collaboration avec lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

**Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :**  
Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris